

Compte administratif 2006

Note

La région, apparaît comme très active avec des taux d'exécution excellents, des investissements qui restent forts (même s'ils ne progressent pas) et un fonctionnement « renforcé », le tout avec une santé financière remarquable.

1. Dépenses

Une progression de l'action de la région essentiellement en fonctionnement. Les sections de fonctionnement et d'investissement représentent pour la première fois des montants équivalents : Invest =1702M€/Fonct =1786M€

a. Dépenses de fonctionnement

Augmentation importante mais raisonnable à périmètre constant.

Réalisé hors chapitres financiers : +369,2M€ entre 2005 et 2006 pour arriver à 1688,4M€
Dont +51 M€ pour la formation professionnelle et l'apprentissage (dont 35 pour l'apprentissage),
+180M€ (la moitié) pour les transports presque uniquement lié à la décentralisation : STIF,
+ 55 M€ pour le sanitaire et social uniquement lié à la décentralisation
et +47 M€ pour l'enseignement secondaire (dont 19M€ liés aux TOS et donc à la décentralisation).

Donc en comptant uniquement STIF, Sanitaire et social et TOS 255M€ liés à la décentralisation. L'augmentation des dépenses en fonctionnement est inférieure à 115M à périmètre constant. Ce qui ne représente au plus qu'une **augmentation de 8,7%** des dépenses réelles de fonctionnement

Taux de réalisation 89% hors chapitres financiers en régression par rapport à 2005 (92,8%)
Mais le chiffre est faussé par le chapitre « transports en commun » dont l'écart entre le réalisé et le budgété s'explique par une moindre contribution au STIF de la région et de besoins moindre pour la mise en place de la tarification sociale. Sans cet écart de plus de 86M€ le taux d'exécution serait de 93,2% donc excellent. *La faute au VP transport ??*

Questions sur l'environnement et l'action économique à 54% de tx d'exe ?

La Recherche et l'innovation à 40% ?

Et la santé action sociale à 61% ?

b. Dépenses d'investissement

Stabilité hors chapitres financiers on passe de 1520,8M€ en 2005 réalisé à 1529,2M€ en 2006

Excellent taux de réalisation en progression : 95,5% en 2006 contre 90,8% en 2005

2. Recettes

Malgré le poids que fait peser l'Etat sur les finances de la région, celles-ci sont extrêmement saines. La dette est peu importante et le recours à l'emprunt très modeste. La fiscalité qui a été augmentée reste faible. Les marges de manœuvres financières sont donc importantes.

a. La fiscalité

Une recette en forte progression de 797M€ en 2005 à 1007M€ en 2006
Mais la fiscalité reste faible

Recette de l'imposition directe par habitant 55,92€

A comparer à :

- en 2005 l'Alsace était à 59,6€
- la moyenne pour la métropole était de 64,8€
- et la moyenne métropolitaine hors IDF était de 69,4€

Qui plus est le potentiel fiscal de la région (88€/hab) est très supérieur à la moyenne nationale (65€/hab). Ceci aboutit à un coefficient de mobilisation du potentiel fiscal de 59% aussi faible que celui de Paris

b. L'emprunt

Un endettement faible

Dette totale au 31 décembre de 2, 194 milliard € hors EMTN (2,231 sinon) soit 192,5 €/hab (195,77 sinon)

à comparer à :

- l'alsace en 2005 223€/hab
- IDF en 2005 180€/hab (+8,33% entre 2005 et 2006)
- En 2005 Paris 720€/hab endettement très faible AAA Standard en Poors avec des taux d'autofinancement très faible

La capacité de désendettement s'améliore encore passant de 2,1 à 2 ans après avoir baissé de 2,2 ans à 2,1 ans entre 2004 et 2005

L'emprunt faiblement sollicité

Augmentation de la dette de seulement 123,8 millions d'euro

Emprunt 318,2 M€ soit à peine la moitié du montant autorisé par le budget

c. Compensation de la décentralisation

Nombreuses décentralisations à conséquence financières n'ont pas été totalement compensées : STIF, gestion de la formation et des bourses sanitaire et social, TOS...

Au total **il manque 49,185 M€ dans les compensations de l'Etat**

Par ailleurs, le retard de versement par l'Etat de la fraction du produit des amendes de police, **fait qu'il manque en plus 65,6M€**

Les marges de manœuvres : une capacité d'emprunt très importante

Un excédent de fonctionnement de 525M€ dont si on doublait l'annuité de la dette en capital 167,7 M€ (164,6 en 2005) on serait encore très en dessous avec 335,5 M€. (et moins de 400 les années prévues avec les annuités les plus importantes même sans étalement de la dette aujourd'hui prévue sur 10 ans seulement)

La marge brute compte tenu des particularités des finances régionales qui comptabilisent de la fiscalité directe en investissement, de plus de 1100 M€ (en progression par rapport à 2005 : 1020 M€).

La capacité de désendettement passerait à 4 ans (Paris pour le CA 2006 est à 4,8 ans)

Lancer un emprunt ciblé de 500 M€ serait donc parfaitement possible tout en gardant la note AAA. On passerait à 2,5 ans et environ 210 M€ d'annuité de remboursement du capital.

Attention : l'intégration des TOS pourrait faire varier ces ratios